



PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement
et du logement

Unité Territoriale de Lille

BF/SB

Lille, le

31 OCT. 2012

Affaire suivie par :

Baye FALL

Tél : 03 20 40 54 61

Fax : 03 20 40 54 67

baye.fall@developpement-durable.gouv.fr

**Rapport de l'Inspection
des Installations Classées**

OBJET : Rapport de présentation au CODERST

Société BOONE COMENOR METALIMPEX

Arrêté préfectoral complémentaire encadrant les activités du site

N° S3IC : 70.3999

Assujettissement TGAP : non

REFERENCES : Dossier d'actualisation des études d'impact et de dangers de la société BOONE COMENOR METALIMPEX pour son site implanté à Marquette-Lez-Lille

➤ Nom de l'établissement	: Société BOONE COMENOR METALIMPEX
➤ Siège social	: 45 rue Pasteur , 59520 Marquette-Lez-Lille
➤ Adresse du site	: 45 rue Pasteur 59520 Marquette-Lez-Lille
➤ Contact dans l'entreprise	: M. Benjamin PACHON, Responsable QSE
➤ Activité principale	: Récupération de métaux recyclables
➤ Effectif	: 30 salariés

Sommaire du rapport

Annexe

- 1.- Objet de la demande
- 2.- Présentation de l'établissement
- 3.- Présentation du dossier du demandeur
- 4.- Proposition de l'inspection des ICPE
- 5.- Suites administratives

1. Projet d'arrêté préfectoral

1.- OBJET DE LA DEMANDE

En application des dispositions de l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement, la Société BOONE COMENOR METALIMPEX a transmis à Monsieur le Préfet du Nord le dossier d'actualisation de son dossier de demande d'autorisation d'exploiter pour son site situé rue 45 rue Pasteur à Marquette-Lez-Lille (59520).

Ce rapport rend compte des suites proposées après l'instruction du dossier d'actualisation du dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Il convient de préciser qu'il ne s'agit pas d'une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter, ni d'une modification substantielle des activités du site, mais d'une actualisation des études d'impact et de dangers de l'établissement BOONE COMENOR METALIMPEX dont les activités sont encadrées l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 02 juillet 1976.

2.- PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

2.1.- Présentation du demandeur et des activités

La société BOONE COMENOR METALIMPEX est spécialisée dans la récupération et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux en France.

Elle propose essentiellement des services de démantèlement et de désinstallation de sites industriels. Elle intervient également dans la démolition de charpentes et le démontage de voies de chemin de fer.

Elle dispose de 30 implantations dans le monde dont 12 en France dans lesquels figurent 3 sites dans le Nord (La Bassée, Marquette-Lez-Lille et Odomez).

Le volume d'activité du site de Marquette-Lez-Lille est d'environ 36 000 tonnes par an.

Le site de Marquette-lez-Lille emploie environ une trentaine de salariés.

2.2.- Situation administrative

Les activités du site sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 02 juillet 1976 qui autorise les Établissements BOONE à exploiter une installation de stockage, de récupération de déchets de métaux et d'alliages, une installation de travail des métaux, d'un dépôt de gaz combustibles liquéfiés, un garage de véhicules automobiles, une installation de compression d'air et un dépôt de liquides inflammables.

Aujourd'hui, les activités du site soumises à autorisation concernent la rubrique 2713 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Celle-ci est relative aux installations de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.

Les aires dédiées au stockage de métaux ferreux et non ferreux (bâtiment et extérieur) s'étendent sur une superficie de 23 400 m² pour un seuil d'autorisation fixé à 1 000 m².

Dans le cadre du PMI (plan de modernisation de l'inspection), une visite d'inspection du site le 05 décembre 2008 avait mis en évidence que :

- les activités du site de la société BOONE COMENOR METALIMPEX sont toujours encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 02 juillet 1976
- les études d'impact et des dangers n'ont pas été mises à jour depuis la délivrance de l'arrêté d'autorisation d'exploiter précité ;
- certaines prescriptions sont devenues obsolètes tandis que d'autres nécessitent d'être renforcées.

Compte tenu de ces constats, l'arrêté préfectoral du 15 mai 2009 a imposé à la société BONNE COMENOR METALIMPEX une mise à jour des études d'impact et de dangers du site ainsi qu'une évaluation de l'état de contamination de la pollution du site du fait de la présence de certains emplacements prévus pour le stockage des déchets métalliques qui ne pas sont étanches.

Ce constat a amené M. le Préfet du Nord à prendre un arrêté en date du 15 mai 2009 imposant à la société BOONE COMENOR METALIMPEX de mettre à jour les études d'impact et de dangers du site qu'elle exploite à Marquette-Lez-Lille.

3.- PRÉSENTATION DU DOSSIER DE MISE A JOUR DU DOSSIER D'AUTORISATION

Comme précisé ci-avant, il ne s'agit pas d'une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter, ni d'une modification substantielle des activités du site, mais d'une actualisation des études d'impact et de dangers du site.

3.1.- Synthèse de l'étude d'impact présentée par le demandeur

3.1.1. - Intégration dans l'environnement

Le site de la société BOONE COMENOR METALIMPEX est localisé sur le territoire de la commune de Marquette-Lez-Lille en zone UF du plan local d'urbanisme approuvé le 8 octobre 2004.

Selon le règlement du PLU, les zones UF sont des zones d'activités à vocation industrielle et artisanale occupée en tout ou partie par des activités industrielles. Sa vocation doit être non seulement maintenue mais privilégiée et renforcée.

Le site de la société BOONE COMENOR METALIMPEX n'est pas situé dans le périmètre d'une zone naturelle d'intérêt reconnu (ZNIEFF, ZICO, Natura 2000, réserves naturelles volontaires).

Aucun arrêté de protection de biotope n'est à signaler à proximité du site.

Le site est bordé à l'est par le canal de la Deûle.

3.1.2. - Eau

La société BOONE COMENOR METALIMPEX est alimentée en eau à partir du réseau public. L'eau de ville est utilisée à des fins sanitaires et pour le lavage des camions, des pelles et des bennes. La consommation annuelle est de l'ordre de 220 m³ par an.

On distingue trois types aqueux dans le site : eaux usées domestiques, eaux des aires de lavage et les eaux pluviales de toiture et de ruissellement des surfaces imperméabilisées.

Eaux sanitaires : elles sont rejetées dans le réseau public et rejoignent la station d'épuration de Marquette-Lez-Lille. Après traitement, les eaux sont rejetées dans le canal de Roubaix puis de la Deûle.

Eaux pluviales et de ruissellement : ces eaux sont orientées vers deux points de rejet aboutissant directement au niveau du canal de la Deûle après un passage dans des déboucheurs - déshuileurs.

La société BOONE COMENOR METALIMPEX est autorisée par les Voies Navigables de France à rejeter ses effluents dans ce canal sous réserve du respect de certaines conditions. Ces dernières ont été reprises par le projet d'arrêté qui reprend les valeurs limites de rejet ainsi que la fréquence trimestrielle de contrôle.

Par ailleurs, afin de prévenir tout risque de pollution, les stockages de fioul et des huiles sont associés à des rétentions conformes. De même, le stockage des déchets métalliques sur des surfaces imperméables est rendu obligatoire.

L'exploitation du site est compatible avec le SDAGE Artois-Picardie compte tenu de la nature des rejets aqueux générés par les activités du site ainsi que des dispositifs de prévention et de traitement mis en place par l'exploitant.

3.1.4.- Air

Les émissions atmosphériques sont très limitées en nombre et en nature. Elles se composent essentiellement des gaz d'échappement des engins (chariot élévateur au fioul, pelles, camions), des véhicules du personnel et des gaz de combustion de la chaudière au fioul.

Cette dernière, d'une puissance thermique de 65 kW, ne relève pas de la réglementation des installations classées.

Afin de prévenir ou supprimer l'impact des rejets atmosphériques, des contrôles réguliers de la chaudière et des engins utilisés sur le site sont réalisés par des prestataires de service.

Par ailleurs, l'accès au canal la Deûle contribue à la réduction des émissions dues au transport. En effet, la voie fluviale représente d'après l'exploitant 40% des tonnages sortants.

3.1.5.- Bruit

Les principales sources de bruit liées à l'exploitation du site ont pour origine :

- la circulation des engins (pelles, chargeuse), des véhicules de livraison et d'expédition des métaux et ferrailles ;
- les opérations de cisaillage des produits ;
- les opérations de remise en tas des déchets stockés en vrac ;
- les opérations de déchargement et de chargement des déchets.

Le dernier contrôle des niveaux de bruit a été réalisé le 17 septembre 2009. Celui-ci conclut au respect des niveaux d'émergence en zone à émergence réglementée ainsi qu'à une absence d'impact acoustique dans son environnement immédiat.

Aucune mesure supplémentaire n'est proposée par l'exploitant dans son dossier. Toutefois, le projet d'arrêté prévoit une mesure de la situation acoustique dans un délai de six mois à compter de la date de la notification du présent arrêté puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée. Ce contrôle sera effectué conformément aux points définis par le projet d'arrêté.

3.1.6.- Impact sur le trafic

Le trafic routier engendré par l'activité de la société BOONE COMENOR METALIMPEX est généré par :

- les prises de poste du personnel à raison de 20 véhicules / jour ;
- la réception et l'expédition des métaux avec une moyenne de 20 camions / jour ;
- les expéditions : environ une péniche par mois pour une capacité de 1 000 tonnes.

Les livraisons ou les expéditions se font entre 7h30 et 20h00.

D'après l'étude d'impact, le trafic dû aux activités de la société BOONE COMENOR représente 0,25 % du trafic global sur la RD 949 et moins de 0,2 % du trafic global sur la RD 108 (environ 3,4 % du trafic poids lourds sur ce même axe).

Par ailleurs, la société BOONE COMENOR a mis en œuvre un mode de transport alternatif avec les péniches. Ce mode de transport représente jusqu'à près de 40% des tonnages sortants, soit 400 camions en moins sur les routes.

3.1.7.- Déchets

Les principaux déchets générés et leur filière de traitement sont résumés dans le tableau suivant :

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont :

Codes des déchets	Nature des déchets	Filières de traitement réglementairement possibles (cf. annexes II A et II B Directive 75/442/CEE modifiée du 15/07/75)	Quantité annuelle Produite de déchets en fonctionnement normal
13 05 03*	Boues des séparateurs d'hydrocarbures	D10 (incinération à terre)	55 tonnes
13 02 08*	Huile moteur (entretien pelle)	R9 (régénération ou réemploi)	3,6 tonnes
13 01 13*	Huile hydraulique		
12 01 07*	Huile de coupe (briqueteuse)	R1 (valorisation énergétique)	-
20 01 01	Papier, carton	R5 (recyclage ou récupération)	1 tonne
20 03 01	Déchets de ménage	Valorisation	50 tonnes

La récupération et la valorisation des déchets de métaux constituent l'activité principale du site. Les produits d'origine industrielle sont triés et font l'objet d'une valorisation. Les clients sont incités à respecter un cahier des charges.

Les déchets générés par les activités du site font l'objet d'un tri à la source et de valorisation matière.

3.1.8.- Utilisation rationnelle de l'énergie

Les énergies utilisées sont le fioul et le gasoil pour le fonctionnement des engins de chantier et véhicules, le fioul domestique pour le chauffage des bureaux, et l'électricité pour l'éclairage et l'alimentation des équipements.

Les principales mesures pour réduire la consommation d'énergie sur le site sont :

- l'entretien périodique de la chaudière pour optimiser sa consommation ;
- la régulation du chauffage au niveau des bureaux ;
- le rappel des bonnes pratiques (éclairage des bureaux et des locaux, etc.) ;
- contrôle des dérives de la consommation (électricité et gasoil).

3.1.9.- Sol et sous-sol

L'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mai 2009 avait imposé à la société BOONE COMENOR METALIMPEX la réalisation d'une cartographie précise des sols et nappes impactées par une éventuelle pollution de son site de Marquette-Lez-Lille.

En réponse, la société BOONE COMENOR METALIMPEX a transmis un rapport en mars 2010. Dans celui-ci, elle énonce sa stratégie de gestion du site au regard des résultats du diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines établi à sa demande par le bureau d'études AIRELE.

Le projet d'arrêté préfectoral reprend les principales préconisations des rapports d'études transmis par l'exploitant en imposant notamment une surveillance des eaux souterraines.

A cela s'ajoutent des mesures complémentaires suivantes :

- la réalisation d'une interprétation de l'état des milieux (I.E.M) sur l'ensemble des zones sensibles ou voisines du site (espaces verts, berges du canal, etc.) ;
- une imperméabilisation d'une zone au sud du site (autour du point S10) via par un apport de matériaux sains, un enrobé ou une dalle béton pour supprimer les voies d'exposition ;
- les précautions d'usage et de maintien de la mémoire rendues nécessaires pour garantir des niveaux de risques acceptables pour les futurs usagers compte tenu de l'usage retenu, du plan de gestion et de l'analyse des risques.

3.1.10.- Impact sanitaire

Au regard des activités du site (installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux), et compte tenu de la nature et du volume des émissions du site (atmosphériques ou aqueuses) relativement faibles, aucun polluant traceur n'a été retenu.

En conséquence, l'étude d'impact sur la santé des populations environnantes a été considérée comme étant négligeable.

3.2.- Synthèse de l'étude de dangers présentée par le demandeur

L'analyse préalable des risques a conduit à ne retenir principalement que l'incendie sur le stockage de vieilles ferrailles. Les modélisations réalisées conduisent aux conclusions suivantes :

- les flux thermiques sont contenus dans le périmètre d'exploitation du site ;
- aucun effet domino dû au rayonnement incident ne devrait être observé entre chacun des deux stockages (stockage de vieilles ferrailles à cisailleur et stockage de vieilles ferrailles cisaiillées). En effet, la distance d'éloignement est suffisante entre les deux stocks ;
- aucun effet domino n'est attendu sur la cisaille de secours (la distance étant supérieure à 13,8 m correspondant au seuil des effets dominos). Il en est de même pour le local transformateur le plus proche. Aucun engin (pelle, camion) n'est maintenu dans la zone des effets domino.

A cette fin, le projet d'arrêté préfectoral impose des distances entre les stockages présents sur le site au regard des hypothèses retenues lors de la modélisation des flux thermiques. Ces distances minimales à respecter sont :

- 35 m entre les postes de broyage, compactage, découpage, cisailage, cassage, etc. et les voies de circulation (à l'exception des voies de desserte du chantier) ;
- 10 m entre les dépôts et la berge du canal, à l'exception des dépôts en instance de transport par voie d'eau ;
- 8 m entre la clôture du chantier et les dépôts de produits inflammables et matières combustibles situés sur le site.

Par ailleurs, il est à noter que le scénario incendie a été retenu sans tenir compte des mesures de prévention en place sur le site :

- absence de travaux par points chauds ;
- interdictions de fumer dans les ateliers et affichage de cette consigne ;
- formation à la sécurité incendie de l'ensemble du personnel ;
- clôture de hauteur 2 mètres autour du site (sauf côtés bord à canal), fermeture des portes et portails à clé en dehors des heures d'ouverture ;
- alarme en cas d'intrusion bâtiment en-dehors des heures ouvrées et présence de 6 caméras de télésurveillance et d'un gardien en permanence sur le site.

En outre, un contrôle de la température au niveau des stockages de tournures est réalisé en tant que de besoin et au moins quotidiennement pendant les périodes de fortes chaleurs pour prévenir tout risque d'auto inflammation. Une procédure définissant la fréquence et les modalités est établie par l'exploitant.

Le site dispose d'extincteurs, entretenus annuellement et facilement accessibles.

Concernant les besoins en eau du site pour circonscrire un incendie, ils sont estimés à 360 m³, soit un débit de 180 m³ /h. Le projet d'arrêté impose que ces besoins soient couverts par la réalisation de deux points d'aspiration en bordure du canal de la Deûle dans les conditions suivantes :

- deux plates - formes de 40 m² (4x10m) en matériaux durs stabilisés et situées le plus près possible de la rive (distance à respecter pour avoir une longueur de tuyau ne dépassant pas 8 m entre l'appareil d'aspiration et la crête immergée à 0,80 m) ;
- la création d'un talus ou un muret de sécurité d'une hauteur de 0,30 m en bordure de chaque plate-forme ;
- la profondeur d'eau doit être d'au moins de 1,20 m aux points d'aspiration ;
- la dénivelé entre chaque plate-forme et l'eau doit être de 3 m au plus ;
- des panneaux signalant chaque point d'aspiration sont installés.
- Ces points d'aspiration doivent être accessibles en permanence.

Le cas échéant, ces besoins peuvent être couverts par des poteaux d'incendie situés à moins de 100 m de toute partie du bâtiment. Ces poteaux d'incendie fournissent au moins un débit de 180 m³/h sous un bar.

3.3.- Conditions de remise en état proposées

Dans l'hypothèse d'une cessation d'activités, celle-ci serait réalisée conformément aux dispositions des articles R.512-39-1 et suivants du Code de l'Environnement à savoir :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

4.- PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'examen du dossier d'actualisation (étude d'impact et étude de dangers) de la Société BOONE COMENOR METALIMPEX conduit l'inspection des installations classées à proposer la prescription, dans les conditions prévues par l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, des mesures propres de fonctionnement du site notamment par la mise à jour et la codification des arrêtés suivants :

- arrêté préfectoral du 02 juillet 1976 autorisant Les Établissements BOONE - siège social : 45, rue Pasteur à Marquette-Lez-Lille – à exploiter une installation de stockage, de récupération de déchets de métaux et d'alliages, une installation de travail des métaux, d'un dépôt de gaz combustibles liquéfiés, un garage de véhicules automobiles, une installation de compression d'air et un dépôt de liquides inflammables ;
- arrêté préfectoral du 06 août 1996 imposant à la société BOONE COMENOR - siège social : 45, rue Pasteur à Marquette-Lez-Lille – des prescriptions complémentaires pour son site de Marquette-Lez-Lille.

Au regard des dispositions mises en place par l'exploitant sur le site pour prévenir et réduire les risques d'accident et des prescriptions réglementaires en vigueur encadrant les activités du site (installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux), l'inspection des installations classées émet un avis favorable au projet d'arrêté préfectoral mettant à jour les prescriptions applicables à la société BOONE COMENOR METALIMPEX au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Un projet d'arrêté préfectoral est joint en **Annexe 1**. Celui-ci reprend l'ensemble des prescriptions dont l'application est proposée pour l'exploitation du site de BOONE COMENOR METALIMPEX .

5. - SUITES ADMINISTRATIVES

Compte-tenu des éléments indiqués ci-dessus et au regard des études transmises par l'exploitant, nous proposons, en application de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un **avis favorable** au projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport mettant à jour les prescriptions applicables à la la société BOONE COMENOR METALIMPEX à Marquette-Lez-Lille au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

L'inspecteur des installations classées,


Baye FALL

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Département du Nord – DiPP- BICPE

LILLE, le **31 OCT. 2012**
Le Directeur et par délégation,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Lille,


Guy SARELS

Annexe 1 :

Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

**PROJET D'ARRETE PREFCTORAL
SOCIETE BOONE COMENOR METALIMPEX – Marquette-Lez-Lille**

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V

Vu l'article L. 513-1 du code de l'environnement relatif aux installations fonctionnant au bénéfice des droits acquis ;

Vu l'arrêté préfectoral du 02 juillet 1976 autorisant Les Établissements BOONE, 45, rue Pasteur à Marquette-Lez-Lille (59520), à exploiter une installation de stockage, de récupération de déchets de métaux et d'alliages, une installation de travail des métaux, d'un dépôt de gaz combustibles liquéfiés, un garage de véhicules automobiles, une installation de compression d'air et un dépôt de liquides inflammables à Marquette-Lez-Lille ;

Vu l'arrêté préfectoral du 06 août 1996 imposant à la société BOONE COMENOR, 45, rue Pasteur à Marquette-Lez-Lille, des prescriptions complémentaires pour son site de Marquette-Lez-Lille ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 mai 2009 imposant à la Société BOONE COMENOR METALIMPEX des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à Marquette-Lez-Lille dont notamment la mise jour des études d'impact et de dangers dudit établissement ainsi qu'une étude évaluant l'état de la pollution du site ;

Vu les études d'impact et de dangers de mars 2010 transmis par la Société BOONE COMENOR METALIMPEX ;

Vu le rapport intitulé " Diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines " établi en le 09 février 2010 par le Bureau d'études ARIELE pour le compte de la Société BOONE COMENOR METALIMPEX ;

Vu le projet d'arrêté porté le... à la connaissance du demandeur.....

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par en date du

CONSIDERANT la nécessité d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 02 juillet 1976 autorisant Les Établissements BOONE à exploiter une installation de stockage, de récupération de déchets de métaux et d'alliages, une installation de travail des métaux, d'un dépôt de gaz combustibles liquéfiés, un garage de véhicules automobiles, une installation de compression d'air et un dépôt de liquides inflammables à Marquette-Lez-Lille,

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant, sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Vu l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société BOONE COMENOR METALIMPEX dont le siège social est situé 45, rue Pasteur - BP 19 - à Marquette-Lez-Lille (59520), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Marquette-Lez-Lille (59520), 45, rue Pasteur, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions)
Arrêté préfectoral du 02 juillet 1976 autorisant Les Etablissements BOONE - siège social : 45, rue Pasteur à Marquette-Lez-Lille – à exploiter une installation de stockage, de récupération de déchets de métaux et d'alliages, une installation de travail des métaux, d'un dépôt de gaz combustibles liquéfiés, un garage de véhicules automobiles, une installation de compression d'air et un dépôt de liquides inflammables.	Totalité des articles	Suppression
Arrêté préfectoral du 06 août 1996 imposant à la société BOONE COMENOR - siège social : 45, rue Pasteur à Marquette-Lez-Lille – des prescriptions complémentaires pour son site de Marquette-Lez-Lille.	Totalité des articles	Suppression

ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

N°de la rubrique	Intitulé de la rubrique "Installations Classées"	Caractéristiques de l'installation	Classement*	Rayon d'affichage (en Km)
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m ²A	Stockage de métaux ferreux et non ferreux (bâtiment et extérieur) sur une superficie de 23 400 m ² .	A	1

N°de la rubrique	Intitulé de la rubrique "Installations Classées"	Caractéristiques de l'installation	Classement*	Rayon d'affichage (en Km)
2560	Travail mécanique des métaux et alliages La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 50 kW mais inférieure à 500 kW.....D	Le site dispose d'une cisaille d'une puissance de 330kW ;	D	-
1432	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 b) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³	Stockage de gasoil et de fioul (catégorie C) : - 1 cuve enterrée compartimentée de 40 m ³ et 10 m ³ pour l'alimentation des engins ; - stockage de fioul dans une cuve aérienne de 3 000 litres ; Soit une capacité équivalente de (40+10+3)/5 = 10,6 m ³ .	DC	-
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. 3. Supérieur à 100 m ³ mais inférieur ou égal à 3 500 m ³DC	Le volume annuel de carburant distribué est de 70 m ³ environ.	NC	/
1412	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t.....D	6 bouteilles de propane de 35 kg. Soit une quantité de 210 kg	NC	/
1220	Emploi ou stockage d'oxygène La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : c) Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	2 cadres de 16 bouteilles de 50 litres à 200 Bar, soit une quantité présente dans l'installation de 484,7 kg.	NC	/
2930	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur : b) La surface de l'atelier étant supérieure à 2 000 m ² mais inférieure ou égale à 5 000 m ²	Le site dispose d'un atelier de réparation de engins d'environ 500 m ²	NC	/

*A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles
Marquette-Lez-Lille	B 1160 et B4010

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, l'établissement est situé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints au dossier de demande de mise à jour d'autorisation d'exploiter établi par le bureau d'études AIRELE en mars 2010.

ARTICLE 1.2.3. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

La superficie totale du site est de 29 980 m² dont environ 4 700 m² en surface bâtie, 18 700 m² de surface imperméabilisée extérieure et 6 500 m² d'espaces verts et de surfaces non imperméabilisées.

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- 1°) Bureaux et de locaux sociaux ;
- 2°) Un bâtiment technique comprenant la zone briqueteuse (850 m²), le garage (520 m²), et la zone des métaux (1 240 m²) ;
- 3°) Atelier et une zone de stockage de produits liquides d'environ 80 m³ (2 containers et une cuve de 1 200 L de carburant) ;
- 4°) Un pont bascule et un portique de détection ;
- 5°) Des aires de stockage (chute de tôles et ferrailles diverses).

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.5.1. PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.5.2. MISE À JOUR DE L'ÉTUDE D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.5.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.5.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.5.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

ARTICLE 1.5.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R 512-39-1 du code de l'environnement pour l'application des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-5, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les articles R. 512-39-2 à R. 512-39-4 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.6 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire

TITRE 2 – GESTION DE L’ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1. RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

ARTICLE 2.3.2. ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1. DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant notamment les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- un registre indiquant la nature et les quantités des produits dangereux (tels que définis par l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 relatif à la classification et à l'étiquetage des substances) stockés, auquel est annexé un plan général des stockages ;

Tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

CHAPITRE 2.7 DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

ARTICLE 2.7.1. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
Chapitre 9.5	Attestation de constitution de garanties financières	selon les modalités et les délais définis par le décret n° 2012-633 du 03 mai 2012 et les arrêtés ministériels du 31 mai 2012
Article 4.1.5.2.1	Interprétation de l'état des milieux	Sous 6 mois
Article 1.5.6	Notification de mise à l'arrêt définitif	3 mois avant la date de cessation d'activité
Article 7.7.6	Justificatif de la mise en place d'un bassin de confinement	Sous 6 mois
Titre 9	Autosurveillance	Selon prescriptions

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les parties de l'installation comportant des phases de travail provoquant de fortes émissions de poussières (transport par tapis roulant, broyage, tri ou chargement de produits formant des poussières,...) sont équipées de dispositifs de captation ou de maîtrise des émissions de poussières.

Les effluents canalisés devront être dépoussiérés avant rejet.

Si la circulation d'engins ou de véhicules dans l'enceinte de l'installation entraîne de fortes émissions de poussières, l'exploitant prendra les dispositions utiles pour limiter la formation de poussières.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. VALEURS LIMITES ET CONDITIONS DE REJET

Article 3.1.2.1. Poussières:

Les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents devront être munies de dispositifs de captage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières et les émissions gazeuses et respecter les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité du travail.

Article 3.1.2.2. Odeurs

L'installation doit être équipée de dispositifs spécifiques pour ne pas être à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux et entrepôts pouvant dégager des émissions d'odeurs sont confinés et ventilés. Les effluents gazeux diffus ou canalisés dégageant des odeurs sont récupérés et acheminés vers une installation d'épuration avant rejets.

ARTICLE 3.1.3. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentielles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devront être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (évents pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

L'eau utilisée dans l'établissement provient du réseau d'eau public.

La consommation d'eau ne dépassera pas 300 m³/an.

L'installation de prélèvement d'eau sera équipée d'un dispositif de mesure totalisateur.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

ARTICLE 4.1.2. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE PRÉLÈVEMENT D'EAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

ARTICLE 4.1.3. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

ARTICLE 4.1.4. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

La qualité des eaux souterraines fait l'objet d'une surveillance au droit du site à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4.1.5. DOCUMENT DE REFERENCE

Le rapport intitulé "Diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines" établi en le 09 février 2010 par le bureau d'études ARIELE version 02 sera utilisé comme document de référence.

Article 4.1.5.1. RESEAU DE SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant est tenu de mettre en place un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines selon les dispositions définies ci-après.

Article 4.1.5.1.1 Constitution du réseau

Trois piézomètres (un en amont et deux en aval) d'une profondeur de 6 m seront implantés par l'exploitant afin d'investiguer la nappe alluviale en amont et aval hydraulique du site par rapport au sens d'écoulement générale de la nappe alluviale.

Les piézomètres feront l'objet d'un niveling NGF des têtes.

L'étanchéité des têtes devra être assurée. La tête de chaque piézomètre doit se trouver dans un avant - puits maçonné ou tubé étanche de manière à éviter toute infiltration d'eau stagnante ou de suintement.

Toutes dispositions seront prises pour signaler efficacement ces ouvrages de surveillance et les maintenir en bon état.

Le déplacement éventuel des piézomètres devra être établi avec l'aide d'un hydrogéologue - expert dont le choix sera soumis à l'approbation de l'Inspection des Installations Classées. Les conclusions sur ce déplacement seront communiquées pour avis à l'Inspection des Installations Classées avant travaux de réalisation.

Le déplacement précité ne pourra se faire qu'avec l'accord de l'Inspecteur des Installations Classées.

Article 4.1.5.1.2 Surveillance et analyse des eaux souterraines

Deux fois par an, en périodes de basses et de hautes saisons, des prélèvements auront lieu à partir des piézomètres définis à l'article 4.1.5.1.1. Les hauteurs d'eau (niveau statique) seront relevées lors de chaque prélèvement.

Les paramètres à analyser sont :

- pH et la conductivité,
- hydrocarbures totaux,
- métaux (arsenic, cadmium, chrome total, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc),
- les composés organo - halogénés volatils (COHV),
- le chlorure de vinyle et le benzo (a) pyrène,
- les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP).

Article 4.1.5.1.3 Transmission des résultats

Les résultats de la surveillance des eaux souterraines sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels.

Une synthèse annuelle des résultats obtenus avec une interprétation de leur évolution est adressée à l'inspection des installations classées :

- les éventuelles dérives constatées et leurs causes ;
- des modifications du programme de mesures (paramètres à contrôler, fréquence des contrôles,...).

Le bilan de l'année N - 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 30 avril de l'année N.

Article 4.1.5.1.4 Fin de la surveillance

Au vu du bilan prévu à l'article 4.1.5.1.3, l'exploitant pourra proposer une suppression de la surveillance de la nappe dès lors qu'il sera établi que l'ensemble des paramètres surveillés ont atteint des seuils et un niveau de risque acceptable.

De même, si des travaux sont réalisés entraînant une suppression de sources potentielles de pollutions résiduelles, l'exploitant en informera le service de l'Inspection des Installations Classées qui statuera sur la possibilité d'une modification, d'une diminution ou d'une suppression, pour une partie du site, de l'obligation de surveillance.

Article 4.1.5.1.5 Obturation des ouvrages en profondeur

Tous les ouvrages en profondeur utilisés dans le cadre de la surveillance doivent être rebouchés par une société compétente selon les règles de l'art en vigueur.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les certificats de rebouchage fournis par la société dans le mois suivant les rebouchages.

Dans l'attente de leur rebouchage, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir le risque de transfert de pollution via ces ouvrages.

Article 4.1.5.2. MESURES COMPLEMENTAIRES A METTRE EN PLACE

Article 4.1.5.2.1 Interprétation de l'état des milieux

Une interprétation de l'état des milieux (I.E.M) est réalisée dans les six mois à compter de la notification du présent arrêté. Celle-ci concerne l'ensemble des zones sensibles ou voisines du site (espaces verts, berges du canal, etc..) conformément aux recommandations du rapport intitulé " Diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines " établi en le 09 février 2010 par le bureau d'études ARIELE version 02 utilisé comme document de référence.

Article 4.1.5.2.2 Au niveau du sondage S9

Un plan de gestion accompagné d'un bilan coûts – avantages ainsi des investigations complémentaires de sol sont mis en place dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté afin de définir les actions de réhabilitation à mettre en œuvre pour maîtriser ou supprimer cette source de pollution.

Article 4.1.5.2.3 Zone non imperméabilisée au sud du site

Une imperméabilisation de cette zone via par un apport de matériaux sains (supérieur à 20 cm), un enrobé ou une dalle béton sera mise en place dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté pour supprimer les voies d'exposition (ingestion directe de particules de sols, inhalation de poussières, contact cutané direct) conformément aux recommandations du rapport "Diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines" établi en le 09 février 2010.

Article 4.1.5.2.4 Pour l'ensemble du site

Des analyses des sols sont systématiquement réalisées lors des travaux d'excavation (fondation, réseau, etc.) pour déterminer la destination finale des déblais dans le cadre d'une évacuation en dehors du site.

Article 4.1.5.3. PRECAUTIONS D'USAGE ET MAINTIEN DE LA MEMOIRE

L'exploitant identifie toutes les propositions de précautions d'usage rendues nécessaires pour garantir des niveaux de risques acceptables pour les futurs usagers compte tenu de l'usage retenu, du plan de gestion et de l'analyse des risques. L'objectif de ces précautions d'usage est :

- d'informer les acquéreurs et utilisateurs potentiels des terrains des risques résiduels ;
- d'encadrer la réalisation de travaux ultérieurs sur le site, de prévoir les éventuelles opérations d'entretien ou de surveillance de dispositifs de confinement par exemple, de prévoir les modalités d'accès et d'entretien des piézomètres nécessaires à une éventuelle surveillance des eaux souterraines, de rappeler la nécessité de vérifier la compatibilité du site pour tout changement d'usage ou tout changement des dispositions retenues dans le plan de gestion ;
- de pérenniser l'information relative au site.

Les documents et études nécessaires à l'instauration des précautions d'usage sont transmis à Monsieur le préfet du Nord et à l'inspection des installations classées dans le délai fixé à l'article 6 du présent arrêté.

Dans le cas où, de sa propre initiative, l'exploitant transcrit ces précautions d'usage dans un document tel qu'un acte de vente, l'exploitant en transmet une copie à Monsieur le préfet du Nord et à l'inspection des installations classées dès réalisation.

En cas de vente des terrains, en complément aux dispositions prévues par l'article L.514-20 du code de l'environnement, le vendeur informe l'acheteur des dangers ou inconvénients importants issus de l'exploitation tels qu'ils résultent de l'ensemble des documents et études relatifs à l'état des sols. L'usage ultérieur des sols doit être compatible avec les précautions d'usages et mesures de gestion définies au premier alinéa du présent article.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

ARTICLE 4.2.2. RÉTENTION DES AIRES ET LOCAUX DE TRAVAIL

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières, produits et déchets doit être étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare des autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou en cas d'impossibilité, traitées conformément au chapitre 4.3.

ARTICLE 4.2.3. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnection, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.4. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

ARTICLE 4.2.5. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.5.1. Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

Article 4.2.5.2. Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. A cet effet, le site est muni de disconnecteurs.

Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. La fréquence d'entretien est au minimum annuelle.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux usées domestiques (sanitaires et nettoyage des locaux sociaux).
- les eaux pluviales de toitures ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (voies, parkings, aires de stockage non couvertes, etc.) ;
- les eaux usées résiduaires (eaux des aires de lavage, eaux de ruissellement des aires de stockage) ;

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux usées domestiques des autres catégories d'eaux.

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Les séparateurs d'hydrocarbures font l'objet d'un entretien au moins semestriel.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Ce registre, éventuellement informatisé, est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur	N°1
Nature des effluents	Eaux usées domestiques
Exutoire du rejet	Collecteur du réseau communal (bâtiment technique – voiries secteur nord ouest- rejet n°3)
Station de traitement collective	Station d'épuration de Marquette-Lez-Lille
Milieu naturel récepteur	Canal d'e Roubaix
Conditions de raccordement	Autorisation de rejet des gestionnaires du réseau

Point de rejet vers le milieu récepteur	N°2
Nature des effluents	Eaux usées résiduaires et pluviales (polluées ou non)
Exutoire du rejet	2 points de rejet du site : - hall de pesée – voirie centre du site ; rejet n° 1 du site - Voiries secteurs sud et nord , rejet n° 2 du site
Traitement avant rejet	Déboucheur + séparateur d'hydrocarbures
Station de traitement collective	Non
Milieu naturel récepteur	Canal de la Deûle
Conditions de raccordement	Autorisation de rejet des voies navigables

ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.3.6.1. Conception

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Article 4.3.6.2. Aménagement

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

ARTICLE 4.3.7. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température inférieure à 30°C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;

De plus, ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entrainer la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire.

ARTICLE 4.3.8. GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNES DU SITE

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

ARTICLE 4.3.9. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX USEES DOMESTIQUES

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur en matière d'assainissement.

ARTICLE 4.3.10. EAUX PLUVIALES NON POLLUÉES

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet de ses eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux définies au point 4.3.11.

ARTICLE 4.3.11. VALEURS LIMITES DES EAUX RÉSIDUAIRES ET DES EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet de ses effluents dans le canal de la Deûle les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Paramètres	Concentration (en mg/l)
Matières en suspension (MES)	35
DCO	40
DBO ₅	10
Phosphore total	0,6
Hydrocarbures totaux	5
Fer	5
Indice phénols	0,3
Chrome hexavalent	0,1
Cuivre	0,5
Nickel	0,5
Plomb	0,5

Zinc	2
Halogène organique adsorbable(AOX)	5
Cyanures totaux	0,1
Arsenic	0,1
Métaux totaux	15

De plus, ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire.

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

Une mesure trimestrielle des concentrations des différents polluants susvisés doit être effectuée par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées dans l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé.

Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Les polluants visés au point présent qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

ARTICLE 4.3.12. MESURE DES PCB

Une mesure de concentration des PCB doit être effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Cette mesure est effectuée sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

Une mesure du débit est également réalisée ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m³/j.

En cas de détection de PCB, l'exploitant en avise dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées.

TITRE 5 - DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R 541-8 du code de l'environnement

Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R 543-3 à R 543-15 et R 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R 543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R 543-137 à R 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R 543-196 à R. 543-201 du code de l'environnement.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur valorisation, leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les installations de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

La durée d'entreposage ne devra pas excéder :

- 1 an lorsque les déchets doivent être éliminés ;
- 3 ans lorsque les déchets doivent être valorisés.

ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS VALORISÉS, TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement. Il s'assure que les installations de traitement ou d'élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS VALORISÉS, TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R 541-50 à R 541-64 et R 541-79 du code de l'environnement relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

ARTICLE 5.1.7. DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont :

Codes des déchets	Nature des déchets	Filières de traitement réglementairement possibles (cf. annexes IIA et IIB Directive 75/442/CEE modifiée du 15/07/75)	Quantité annuelle Produite de déchets en fonctionnement normal
13 05 03*	Boues des séparateurs d'hydrocarbures	D10 (incinération à terre)	55 tonnes
13 02 08*	Huile moteur (entretien pelle)	R9 (régénération ou réemploi)	3,6 tonnes
13 01 13*	Huile hydraulique		
12 01 07*	Huile de coupe (briqueteuse)	R1 (valorisation énergétique)	-
16 06 01*	Batteries	R4 (recyclage ou récupération des métaux) R6 (régénération des acides ou des bases)	-
16 01 03	Pneus usagés	R3 (recyclage ou récupération)	-
16 01 07*	Filtres (huile, fioul, air)	R4 (recyclage ou récupération des métaux)	-
20 01 01	Papier, carton	R5 (recyclage ou récupération)	1 tonne
20 03 01	Déchets de ménage	Valorisation	50 tonnes

Les déchets, à l'exception des déchets banals, sont caractérisés par une analyse chimique de la composition globale et, dans le cas de déchets solides, boueux ou pâteux éliminés en centres de stockage ou valorisés en travaux publics, par un test de lixiviation selon les normes en vigueur

Cette caractérisation est renouvelée au minimum tous les deux ans, et après tout changement de procédé. Les analyses effectuées dans le cadre d'une procédure d'acceptation préalable d'un déchet sur une installation de valorisation ou d'élimination peuvent être prises en compte pour sa caractérisation.

ARTICLE 5.1.8. EMBALLAGES INDUSTRIELS

Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions des articles R 543-66 à R 543-72 et R 543-74 du code de l'environnement portant application des articles L 541-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages (J.O. du 21 juillet 1994).

TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1 AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidaire, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les opérations bruyantes telles que broyage, cisaillage, cassage, compactage ainsi que le déchargement, le déplacement et le chargement des matières sont interdites entre 20 H et 07H00.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.1. VÉHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

ARTICLE 6.1.2. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point n°1 : (Habitations à l'est du site, de l'autre côté du canal mesure en ZER)	70 dB(A)	60,0 dB(A)
Point n°2 : (Habitations au nord du site, rue Pasteur, mesure en ZER)	70 dB(A)	60,0 dB(A)
Point n°3 : (limite de propriété, en bordure sud du site à mi-distance entre les limites est et ouest du site)	70 dB(A)	60,0 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1 dans les zones à émergence réglementée.

CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerter les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 7.2 CARACTÉRISATION DES RISQUES

ARTICLE 7.2.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES PRÉSENTES DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

ARTICLE 7.2.2. ZONAGE INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosives pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

ARTICLE 7.2.3. INFORMATION PRÉVENTIVE SUR LES EFFETS DOMINO EXTERNALES

L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines informés des risques d'accident majeurs identifiés dans l'étude de dangers dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter les dites installations.

Il transmet copie de cette information au Préfet et à l'inspection des installations classées. Il procède de la sorte lors de chacune des révisions de l'étude des dangers ou des mises à jours relatives à la définition des périmètres ou à la nature des risques.

CHAPITRE 7.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.3.1. ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie par une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de 2 mètres. Dans le cas où cette clôture n'est pas susceptible de masquer les dépôts, la clôture est doublée par une haie vive ou un rideau d'arbres à feuilles persistantes excepté au niveau des quais de chargement.

Article 7.3.1.1. Gardiennage et contrôle des accès

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Un gardiennage est assuré en permanence.

Article 7.3.1.2. Caractéristiques minimales des voies

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m
- rayon intérieur de giration : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

ARTICLE 7.3.2. BÂTIMENTS ET LOCAUX

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer à la propagation d'un incendie.

A l'intérieur des installations, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

ARTICLE 7.3.3. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE

Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

ARTICLE 7.3.4. PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de la réglementation en vigueur (arrêté ministériel ou autre).

ARTICLE 7.3.5. SUBSTANCES RADIOACTIVES

Article 7.3.5.1. Équipement fixe de détection de matières radioactives

L'établissement est équipé d'un détecteur fixe de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement de déchets entrant ou sortant, qu'il s'agisse de déchets ménagers et assimilés, de déchets dangereux, ou de terres polluées.

Le seuil de détection de ce dispositif est fixé à 3 fois le bruit de fond local. Il ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage du seuil de détection est vérifié à fréquence à minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.

Le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité. L'étalonnage est précédé d'une mesure du bruit de fond ambiant.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage réalisées sur le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants.

A l'entrée et à la sortie du site, les chargements font l'objet d'un contrôle de non-radioactivité.

Article 7.3.5.2. Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs

En cas de détection confirmée de la présence de matières émettant des rayonnements ionisants dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries. Le véhicule ne peut être renvoyé du site tant que les matières à l'origine des rayonnements ionisants n'ont pas été caractérisées.

L'exploitant dispose des moyens nécessaires à la mesure du débit de dose issu du chargement. Il met en place, autour du véhicule, un périmètre de sécurité correspondant à un débit de dose de 1 µSv/h.

L'immobilisation et l'interdiction de décharge sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de décharge du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.

CHAPITRE 7.4 GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES POUVANT PRÉSENTER DES DANGERS

ARTICLE 7.4.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 7.4.2. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

ARTICLE 7.4.3. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

ARTICLE 7.4.4. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Article 7.4.4.1. « permis d'intervention » ou « permis de feu »

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance ;
- la durée de validité ;
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé ;
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations ;
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

CHAPITRE 7.5 FACTEUR ET ÉLÉMENTS IMPORTANTS DESTINÉS À LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 7.5.1. LISTE DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS POUR LA SÉCURITÉ

L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des facteurs importants pour la sécurité. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement

Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux par une mise à jour régulière.

ARTICLE 7.5.2. FACTEURS ET DISPOSITIFS IMPORTANTS POUR LA SÉCURITÉ

Les dispositifs importants pour la sécurité, qu'ils soient techniques, organisationnels ou mixtes, sont d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, et maintenues dans le temps. Leur domaine de fonctionnement fiable, ainsi que leur longévité, doivent être connus de l'exploitant.

Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion, ...).

Toute défaillance des dispositifs, de leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information est automatiquement détectée. Alimentation et transmission du signal sont à sécurité positive.

Ces dispositifs et, en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre leur maintenance et de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'un dispositif important pour la sécurité, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

ARTICLE 7.5.3. SYSTÈMES D'ALARME ET DE MISE EN SÉCURITÉ DES INSTALLATIONS

Des dispositions sont prises pour permettre, en cas de dépassement de seuils critiques préétablis, d'alarmer le personnel de surveillance de tout incident et de mettre en sécurité les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

Les actions déclenchées par le système de mise en sécurité ne doivent pas pouvoir être annulées ou rendues inopérantes par action simple sur le système de conduite ou les organes concourant à la mise en sécurité, sans procédure préalablement définie.

ARTICLE 7.5.4. DISPOSITIF DE CONDUITE

Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.

Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

Les actions déclenchées par le système de mise en sécurité ne doivent pas pouvoir être annulées ou rendues inopérantes par action simple sur le système de conduite ou les organes concourant à la mise en sécurité, sans procédure préalablement définie.

ARTICLE 7.5.5. SURVEILLANCE ET DÉTECTION DES ZONES DE DANGERS

Les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement sont munies de systèmes de détection et d'alarme dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.

L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable permettant d'informer rapidement le personnel de tout incident et prenant en compte, notamment, la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :

- des dispositifs d'alarme sonore et visuelle destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation lors d'une présence personnelle ;
- une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant.
- transmets l'information vers le personnel d'astreinte

La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection.

Tout incident ayant entraîné le dépassement de l'un des seuil donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

ARTICLE 7.5.6. ALIMENTATION ÉLECTRIQUE

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

ARTICLE 7.5.7. UTILITÉS DESTINÉES À L'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

CHAPITRE 7.6 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.6.1. ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.6.2. ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

ARTICLE 7.6.3. RÉTENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

ARTICLE 7.6.4. RÉSERVOIRS

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

ARTICLE 7.6.5. RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maconnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7.6.6. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

ARTICLE 7.6.7. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DÉCHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citemes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

ARTICLE 7.6.8. ÉLIMINATION DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

CHAPITRE 7.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.7.1. DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

ARTICLE 7.7.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

Pour les hydrants (poteaux d'incendie), l'exploitant doit s'assurer en permanence de la disponibilité du débit de ces derniers s'ils permettent au site de combler ses besoins en eau d'extinction en cas d'incendie.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.7.3. MOYENS D'INTERVENTION ET DE PRÉVENTION

L'exploitant devra assurer l'accessibilité à chaque zone par des voies principales de 3,5 mètres de largeur au minimum et de 3,5 mètres 50 de hauteur libre en permanence. Les voies en cul-de-sac disposeront d'une aire de manœuvre permettant aux engins de faire demi-tour.

Les besoins en eau du site sont estimés à un débit de 180 m³/h. Ces besoins sont couverts par la réalisation de deux points d'aspiration en bordure du canal de la Deûle dans les conditions suivantes :

- deux plates - formes de 40 m² (4x10m) en matériaux durs stabilisés et situées le plus près possible de la rive (distance à respecter pour avoir une longueur de tuyau ne dépassant pas 8 m entre l'appareil d'aspiration et la crête immergée à 0,80 m) ;
- un talus ou un muret de sécurité d'une hauteur de 0,30 m sont créés en bordure de chaque plate - forme ;
- la profondeur d'eau doit être d'au moins de 1,20 m aux points d'aspiration ;
- la dénivelé entre chaque plate - forme et l'eau doit être de 3 m au plus ;
- des panneaux signalant chaque point d'aspiration sont installés.

Ces points d'aspiration doivent être accessibles en permanence.

Ces besoins en eau du site peuvent être couverts, le cas échéant, par des poteaux d'incendie situés à moins de 100 m de toute partie du bâtiment. Ces poteaux d'incendie fournissent au moins un débit de 180 m³/h sous un bar pour couvrir les besoins du site évalués à 360 m³.

En outre, l'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

ARTICLE 7.7.4. CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

ARTICLE 7.7.5. CONSIGNES GÉNÉRALES D'INTERVENTION

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Article 7.7.5.1. Plan de secours

L'exploitant est tenu d'établir, sous 3 mois après notification du présent arrêté, un plan d'intervention interne (P.I.I.) qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente.

Ce plan d'intervention doit être facilement compréhensible. Il doit contenir à minima :

- les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la dénomination (nom et/ou fonction) des agents devant engager ces actions ;
- pour chaque scénario d'accident, les actions à engager pour gérer le sinistre ;
- les principaux numéros d'appels ;
- des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent :
 - les zones à risques particuliers (zones où une atmosphère explosive peut apparaître, stockages de produits inflammables, toxiques, comburants, ...) ;
 - l'état des différents stockages (nature, volumes...) ;
 - les organes de coupure des alimentations en énergie et en fluides (électricité, gaz, air comprimé...) ;
 - les moyens de détection et de lutte contre l'incendie ;
 - les réseaux d'eaux usées (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques).

Les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits présents sur site doivent figurer dans un classeur annexé au Plan d'Intervention Interne.

Ce Plan d'Intervention Interne doit régulièrement être mis à jour. Il le sera en particulier, à chaque modification de l'installation, à chaque modification de l'organisation, à la suite de mouvements de personnel susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan d'intervention et en tout état de cause au moins une fois par an.

Les plans de l'établissement devront être transmis au Centre d'Incendie et de Secours compétent en vue de répertorier l'établissement.

Lors de l'élaboration de ce plan d'intervention ou lors de ses révisions, l'exploitant devra définir des actions à engager des actions cohérentes avec l'étude des dangers de l'établissement et avec les prescriptions édictées par le présent arrêté.

Le Préfet, peut demander la notification des dispositions envisagées ; ce plan d'intervention est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.

Les consignes d'incendie doivent être affichées, notamment :

- le n° de téléphone d'appel urgent d'alerte des Pompiers : 18 ;
- l'accueil et le guidage des secours ;
- les mesures à prendre en vue d'assurer la sauvegarde du personnel en cas d'incendie.

Article 7.7.5.2. Plan de prévention

Avant le début de travaux réalisés par des entreprises extérieures, un plan de prévention sera élaboré.

Ce plan devra définir :

- les travaux à exécuter présentant des dangers ;
- les moyens matériels à mettre en œuvre pour les réaliser ;
- les différentes consignes de sécurité à respecter.

ARTICLE 7.7.6. PROTECTION DES MILIEUX RÉCEPTEURS : BASSIN DE CONFINEMENT

L'exploitant met en place sur le site un bassin susceptible de confiner les eaux d'extinction d'incendie dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le calcul du volume de confinement des eaux d'extinction d'incendie est réalisé suivant le document technique D9A relatif à la défense extérieure contre l'incendie. L'évaluation du volume de confinement des eaux d'extinction d'incendie sera transmise à l'inspection des installations classées avant la réalisation du bassin.

Ce bassin de confinement disposera d'une vanne de barrage juste avant rejet au réseau public d'assainissement.

Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Ces eaux ne pourront être rejetées dans le réseau public qu'au vue d'analyses prouvant leur compatibilité avec ce milieu. Autrement ces eaux seront considérées comme des déchets et traités comme tels.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1 DÉCHETS ET PRODUITS

ARTICLE 8.1.1. MATIÈRES ENTRANTES DANS L'INSTALLATION

Seuls pourront être acceptés sur l'installation les métaux ou les déchets de métaux non dangereux, ainsi que les alliages de métaux ou les déchets d'alliage de métaux non dangereux. Aucun déchet dangereux ne doit être accepté dans l'installation.

Article 8.1.1.1. Admission des matières

Avant réception de métaux ou déchets de métaux, une information préalable doit être communiquée à l'exploitant par le déposant, indiquant le type et la quantité de matières livrées.

Un contrôle visuel du type de matières reçues est réalisé afin de vérifier leur conformité avec les informations préalablement délivrées.

L'installation doit être équipée d'un moyen de pesée à l'entrée du site et chaque apport de métaux ou déchets de métaux fait l'objet d'un mesurage. A défaut, le déposant doit être en mesure de justifier la masse de matières qu'il apporte.

Les déchets dangereux introduits dans l'installation de manière accidentelle seront traités avec les déchets dangereux produits par l'installation.

Tous les métaux ou déchets de métaux doivent au préalable de leur admission faire l'objet d'un contrôle de leur radioactivité par un équipement de détection. Les déchets émettant des rayonnements ionisants sont écartés, signalés à l'inspection des installations classées et traités dans les conditions prévues à l'article L.542 du code de l'environnement.

Un affichage des matières prises en charge par l'installation doit être visible à l'entrée de l'installation. Les matières non listées ne sont pas admises dans l'installation.

Article 8.1.1.2. Registre des déchets entrants

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le registre des déchets entrants contient les informations suivantes :

- la date de réception ;
- le nom et l'adresse du détenteur des déchets,
- la nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R541-8 du Code de l'environnement),
- l'identité du transporteur des déchets,
- le numéro d'immatriculation du véhicule,
- l'opération subie par les déchets dans l'installation.

Article 8.1.1.3. Prise en charge des déchets

L'exploitant doit remettre au producteur des déchets un bon de prise en charge des déchets entrants.

Ce bon mentionne les informations listées sur le registre des déchets entrants définies au point 8.1.1.2.

ARTICLE 8.1.2. RÉCEPTION, STOCKAGE ET TRAITEMENT DES MÉTAUX ET DÉCHETS DE MÉTAUX

Article 8.1.2.1. Réception

L'installation comporte une aire d'attente, à l'intérieur du site.

Les matières ne peuvent pas être réceptionnées en dehors des heures d'ouverture de l'installation.

Article 8.1.2.2. Stockage

Les métaux ou déchets de métaux doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs, ...).

La durée moyenne de stockage des métaux ou déchets de métaux ne dépasse pas un an.

Les aires de réception, de stockage, de tri, de transit et de regroupement des métaux ou déchets de métaux doivent être distinctes et clairement repérées. L'entreposage doit être effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours soient dégagées.

Un contrôle de la température au niveau des stockages de tournures est réalisé en tant que de besoin et au moins quotidiennement pendant les périodes de fortes chaleurs pour prévenir tout risque d'auto inflammation. Une procédure définissant la fréquence et les modalités est établie par l'exploitant.

Le registre de contrôle des températures relevées est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.1.2.3. Distances entre les stockages

Les distances minimales suivantes sont respectées :

- 35 m entre les postes de broyage, compactage, découpage, cisaillage, cassage, etc. et les voies de circulation (à l'exception des voies de desserte du chantier) ;
- 10 m entre les dépôts et la berge du canal, à l'exception des dépôts en instance de transport par voie d'eau ;
- 8 m entre la clôture du chantier et les dépôts de produits inflammables et matières combustibles situés sur le site.

Article 8.1.2.4. Opération de tri et de regroupement

Les matières triées sont entreposées afin de prévenir les risques de mélange.

ARTICLE 8.1.3. MATIÈRES SORTANTES DE L'INSTALLATION

Article 8.1.3.1. Matières sortantes

L'exploitant organise la gestion des matières sortantes dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 et L541-1 du Code de l'environnement. Il s'assure que les installations de destination sont exploitées conformément à la réglementation en vigueur.

Article 8.1.3.2. Registre des déchets sortants

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants de l'installation.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le registre des déchets sortants contient les informations suivantes :

- la date de l'expédition,
- le nom et l'adresse du repreneur,
- la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l'article R541-8 du code de l'environnement),
- l'identité du transporteur,
- le numéro d'immatriculation du véhicule,
- le code du traitement qui va être opéré.

ARTICLE 8.1.4. DÉCHETS PRODUITS PAR L'INSTALLATION

Les déchets produits par l'installation doivent être entreposés dans les conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs,...)

Dans tous les cas, la quantité de déchets dangereux présents dans l'installation ne dépasse pas 1 tonne.

Les déchets dangereux doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du Code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Un registre des déchets dangereux produits (nature, tonnage, filière de traitement, etc.) est tenu à jour.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit émettre un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d'en justifier le traitement.

ARTICLE 8.1.5. BRÛLAGE

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

ARTICLE 8.1.6. TRANSPORTS

Le transport des matières doit s'effectuer dans des conditions propres à prévenir les envols. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les matières sortantes du site devront être couvertes d'une bâche ou d'un filet. L'exploitant s'assurera que les entreprises de transport intervenant sur son site respectent ces dispositions.

CHAPITRE 8.2 AUTRES MESURES DE PRÉVENTION

ARTICLE 8.2.1. LUTTE CONTRE LES NUISIBLES

Le site est en état de dératisation permanente ; ce qui suppose le dépôt de produits raticides sur le chantier.

La démoustication sera effectuée en tant que de besoin pendant l'été.

ARTICLE 8.2.2. CUVE ENTERRÉE DE FIOUL

Les réservoirs enterrés et les tuyauteries enterrées associées, y compris ceux qui ne sont pas classés au titre de la nomenclature des installations classées, respectent les prescriptions de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Toute cuve enterrée de fioul présente sur le site doit être conforme à la norme NF M 88513. Le limiteur de remplissage doit être conforme aux normes EN 50014 et EN 50020.

Une réserve de produits absorbants sera installée à proximité immédiate de cette aire.

ARTICLE 8.2.3. CUVE AÉRIENNE

Les liquides inflammables sont stockés dans des récipients fermés, incombustibles, étanches, et portent en caractères lisibles la dénomination du liquide contenu. Ces récipients sont construits selon les normes en vigueur à la date de leur fabrication et présentent une résistance suffisante aux chocs accidentels.

Les liquides inflammables nécessitant un réchauffage sont exclusivement stockés dans des récipients métalliques.

L'utilisation, à titre permanent, de réservoirs mobiles à des fins de stockage fixe est interdite.

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ces émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

ARTICLE 9.1.2. CONTRÔLES ET ANALYSES, CONTRÔLES INOPINÉS

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par elle-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures vibratoires, olfactives ou de niveaux sonores. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

Article 9.2.1.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

L'exploitant réalise un contrôle des différents paramètres selon les fréquences fixées ci-après avant le rejet des eaux de la station interne sur le milieu récepteur.

Installations ou émissaires concernés	Paramètres	Auto surveillance assurée par organisme compétent
		Périodicité de la mesure
Eaux résiduaires et pluviales susceptibles d'être polluées	pH, température	Trimestrielle
	Tous les paramètres fixés à l'article 4.3.11	Trimestrielle
	PCB	Annuelle

Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons moyens non décantés prélevés sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit, les prélèvements à échéance périodique sont à effectuer lors d'épisodes pluvieux.

En cas d'évolution de norme de mesure, la nouvelle version s'appliquera dans les six mois suivant sa parution.

ARTICLE 9.2.2. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de la notification du présent arrêté puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué conformément aux points définis par l'article 6.2.2 du présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit après l'obtention des résultats des mesures et analyses demandées à l'article 9.2.un rapport de synthèse. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats (en particulier, cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues avec l'indication de délais de mise en œuvre (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Ce rapport est transmis à l'inspection des installations classées dans le trimestre suivant l'obtention des résultats.

ARTICLE 9.3.3. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2.3 sont transmis à l'Inspection des Installations Classées dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 9.4 GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant doit constituer des garanties financières selon les modalités et les délais définis par le décret n° 2012-633 du 03 mai 2012 et les arrêtés ministériels du 31 mai 2012.

TITRE 10 NORMES DE MESURES

Éventuellement, l'analyse de certains paramètres pourra exiger le recours à des méthodes non explicitement visées ci-dessous. En cas de modification des méthodes normalisées, les nouvelles dispositions sont applicables dans un délai de 6 mois suivant la publication.

POUR LES EAUX :

Échantillonnage

Conservation et manipulation des échantillons	NF EN ISO 5667-3
Établissement des programmes d'échantillonnage	NF EN 25667-1
Techniques d'échantillonnage	NF EN 25667-2

Analyses

pH	NF T 90 008
Couleur	NF EN ISO 7887
Matières en suspension totales	NF EN 872
DBO 5 (1)	NF T 90 103
DCO (1)	NF T 90 101
COT (1)	NF EN 1484
Azote Kjeldahl	NF EN ISO 25663
Azote global	représente la somme de l'azote mesuré par la méthode Kjeldahl et de l'azote contenu dans les nitrites et les nitrates
Nitrites (N-NO ₂)	NF EN ISO 10304-1, 10304-2, 13395 et 26777
Nitrates (N-NO ₃)	NF EN ISO 10304-1, 10304-2, 13395 et FD T 90 045
Azote ammoniacal (N-NH ₄)	NF T 90 015
Phosphore total	NF T 90 023
Fluorures	NF T 90 004, NF EN ISO 10304-1
CN (aisément libérables)	ISO 6 703/2
Ag	FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Al	FD T 90 119, ISO 11885, ASTM 8.57.79
As	NF EN ISO 11969, FD T 90 119, NF EN 26595, ISO 11885
Cd	FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Cr	NF EN 1233, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Cr6	NFT 90043
Cu	NF T 90 022, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Fe	NF T 90 017, FD T 90 112, ISO 11885
Hg	NF T 90 131, NF T 90 113, NF EN 1483
Mn	NF T 90 024, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Ni	FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Pb	NF T 90 027, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Se	FD T 90 119, ISO 11885
Sn	FD T 90 119, ISO 11885
Zn	FD T 90 112, ISO 11885
Indice phénol	XP T 90 109
Hydrocarbures totaux	NF T 90 114
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	NF T 90 115
Hydrocarbures halogénés hautement volatils	NF EN ISO 10301
Halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	NF EN 1485

(1) Les analyses doivent être effectuées sur échantillon non décanté

POUR LES DECHETS :

Qualification (solide massif)

Déchet solide massif :

XP 30- 417 et XP X 31-212

Normes de lixiviation

Pour des déchets solides massifs	XP X 31-211
Pour les déchets non massifs	X 30 402-2

Autres normes

Siccité NF	ISO 11465
------------	-----------

POUR LES GAZ

Émissions de sources fixes :

Débit	ISO 10780
O ₂	FD X 20 377
Poussières	NF X 44 052 puis NF EN 13284-1*
CO	NF X 43 300 et NF X 43 012
SO ₂	ISO 11632
HCl	NF EN 1911-1, 1911-2 et 1911-3
HAP	NF X 43 329
Hg	NF EN 13211
Dioxines	NF EN 1948-1, 1948-2 et 1948-3
COVT	NF X 43 301 puis NF EN 13526 et NF EN 12619. NF EN 13 649 dès février 2003 en précisant que les méthodes équivalentes seront acceptées
Odeurs	NF X 43 101, X 43 104 puis NF EN 13725*
Métaux lourds	NF X 43-051
HF	NF X 43 304
NOx	NF X 43 300 et NF X 43 018
N ₂ O	NF X 43 305

* : dés publication officielle

Qualité de l'air ambiant :

CO	NF X 43 012
SO ₂	NF X 43 019 et NF X 43 013
NOx	NF X 43 018 et NF X 43 009
Hydrocarbures totaux	NF X 43 025
Odeurs	NF X 43 101 à X 43 104
Poussières	NF X 43 021 et NF X 43 023 et NF X 43 017
O ₃	XP X 43 024
Pb	NF X 43 026 et NF X 43 027

